



## Les États-Unis et l'Union européenne menacent de représailles alors que la Crimée vote pour rejoindre la Russie

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2014

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Les responsables aux États-Unis et dans l'Union européenne (UE) ont menacé la Russie de sanctions dévastatrices et d'une escalade militaire alors que les premiers sondages à la sortie des isolements dimanche dans le référendum en Crimée ont montré un vote massif en faveur de la sécession de l'Ukraine pour rejoindre la Russie.

Avec une participation de plus de 80 pour cent au référendum sur les 1,5 million d'électeurs de la Crimée, 93 pour cent ont voté pour rejoindre la Russie. Les 7 pour cent restants ont choisi de demeurer une région de l'Ukraine qui aurait une grande autonomie régionale.

Des dizaines de milliers de personnes ont célébré ce vote dans la capitale de la Crimée, Simféropol, remplissant la place Lénine, et à Sébastopol, une ville qui abrite une base navale essentielle pour la Russie.

Le ministère des Affaires étrangères russe a publié une déclaration dimanche citant une déclaration par téléphone du ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov à son homologue américain John Kerry : «les résultats devraient être le point de départ pour déterminer le futur de la péninsule». Le ministère a déclaré plus tard que Kerry et Lavrov avaient passé un accord pour continuer à travailler vers « la mise en oeuvre le plus tôt possible d'une réforme constitutionnelle».

Le département d'État américain a publié sa propre version de l'appel, disant que Kerry avait réaffirmé que les États-Unis jugent ce référendum illégal et qu'ils n'en reconnaîtraient pas l'issue. Kerry, a dit un responsable du ministère, «s'est montré fort inquiet» des activités militaires russes et «des provocations qui se poursuivent dans les villes à l'est de l'Ukraine». Il a réitéré les demandes américaines que la Russie retire immédiatement ses forces de ses bases en Crimée et mette un terme à ses exercices militaires le long des frontières au sud et à l'est de l'Ukraine.

Ce vote est une opposition très nette au régime soutenu par l'Occident qui a pris le pouvoir à Kiev lors du putsch du mois dernier. Les meneurs de ce coup de force étaient les fascistes, dont la milice Secteur droit et le parti Svoboda. Le nouveau gouvernement s'est aliéné la population à majorité russophone de la Crimée en prenant des décisions pour retirer au russe son statut de langue officielle du pays et en lançant des menaces incendiaires, comme l'appel du dirigeant de Secteur droit Dmitry Yarosh à utiliser la force contre les Criméens hostiles à Kiev. Même les responsables américains ont admis qu'ils s'attendaient à

ce que la Crimée fasse sécession.

Avec une hypocrisie sans pareille, les responsables occidentaux qui soutiennent un régime non élu d'extrême droite à Kiev ont déclaré que ce référendum est illégal et une violation de la souveraineté ukrainienne. On pouvait lire dans une déclaration de la Maison-Blanche: «Nous rejetons ce »référendum « qui a eu lieu aujourd'hui dans la région de Crimée en Ukraine.» Cette déclaration demandait aux autres pays de «condamner de telles actions, de prendre des mesures concrètes pour imposer des sanctions et de rester unis en soutien au peuple ukrainien et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et sa souveraineté».

Les législateurs américains de retour des négociations à Kiev exigent pour une intensification des mesures prises contre la Russie. Le sénateur Chris Murphy, démocrate du Connecticut, a déclaré: «Si la Russie décide d'aller au-delà de la Crimée, ce sera sanglant et la lutte risque d'être longue.»

Appelant à «un effort à plus long terme pour construire l'armée ukrainienne», Murphy a déclaré: «Si lundi nous annonçons, avec l'Union européenne, une série de sanctions très fortes non seulement contre des individus, mais des entreprises russes, je pense que cela enverra un message fort à Poutine [...] Je pense qu'il n'y a aucun doute que si vous coupez le gaz russe à l'Europe, ça va faire mal. Il ne fait aucun doute que si vous gelez les avoirs russes dans des pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ça va leur faire mal.»

Le sénateur républicain John McCain a appelé à un renforcement de la présence militaire visant la Russie. Qualifiant de manière téméraire la Russie de «station service qui se fait passer pour un pays», McCain souhaite une vaste confrontation: «Les sanctions économiques sont importantes. Donnez un peu d'aide militaire aux Ukrainiens, au moins pour qu'ils puissent se défendre eux-mêmes», a-t-il dit. «Relancez le système de défense antimissiles en Pologne et en République tchèque.» Il a également demandé à la Moldavie et à la Géorgie d'envisager «d'adhérer à l'OTAN».

Les États-Unis et l'UE ont décidé d'apporter une aide militaire au régime de Kiev, qui a établi la semaine dernière une garde nationale de 60.000 hommes, dont des paramilitaires fascistes, la police et des vétérans de l'armée. Cette garde nationale est formée pour remplacer les forces armées divisées du pays. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Andriy Deshchytsya se rendait hier à Bruxelles pour discuter de «coopération militaire et technique» avec l'OTAN.

L'UE a dénoncé ce référendum dans une déclaration au Conseil européen du président Herman Van Rompuy et du président de la Commission européenne José Manuel Barroso qui dit: «Le référendum est illégal et illégitime, et son résultat ne sera pas reconnu.» Cette déclaration ajoutait que les ministres des Affaires étrangères de l'UE devaient se rencontrer hier pour décider de «mesures additionnelles», comme des sanctions.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a dit, «Si la Russie n'abandonne pas très bientôt, nous réagirons en conséquence lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE [...] Nous sommes dans une situation incendiaire.»

Le référendum en Crimée marque une nouvelle escalade de la crise internationale la plus sérieuse en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il survient après une semaine de spéculations de plus en plus répandues sur l'imposition de sanctions à la Russie par l'UE - une action qui risque de faire cesser le commerce entre l'UE et la Russie et qui

entraînerait des conséquences dévastatrices pour l'économie mondiale – et sur la possibilité d'une guerre majeure en Europe.

Samedi, la Russie a opposé son veto à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU proposée par les États-Unis pour condamner le référendum en Crimée. La Chine s'est abstenue de voter, appelant à la formation d'un «mécanisme de coordination international» pour explorer un règlement politique de cette crise.

Le ministre roumain des Affaires étrangères Titus Corlatean, dont le pays est frontalier de la partie occidentale de l'Ukraine, où le soutien au régime de Kiev est le plus élevé, a prévenu hier que le vote en Crimée pour une sécession pourrait «faire éclater les frontières à travers l'Europe».

Le résultat pro-Russie du référendum de Crimée, s'il entraîne un recul pour le régime de Kiev et les puissances impérialistes qui ont agressivement avivé ce conflit, n'offre aucune perspective progressiste pour battre l'offensive impérialiste et fasciste en Ukraine.

La Crimée est l'une des régions les plus pauvres de l'Ukraine. L'espérance de vie n'y est que de 67 ans, quatre ans de moins que la moyenne ukrainienne, et avec un revenu par habitants de 19.000 hryvnia (1359 euros), un tiers de moins que la moyenne nationale de l'Ukraine. Après le vote, elle se trouve toujours sur la ligne de front d'un conflit qui s'intensifie entre les puissances de l'OTAN qui soutiennent le régime de Kiev, et le Kremlin.

Il y a eu des reportages très diffusés dans les médias indiquant que de grandes sections de la population tatare, historiquement plus hostiles à la Russie, ont boycotté ce référendum.

Au cours de la fin de semaine, les troupes russes se sont emparées d'un centre de distribution de gaz naturel près du village de Strilkove sur une péninsule ukrainienne près de la Crimée. Des responsables de la Crimée ont dit que cette action faisait suite à des coupures de gaz en direction de certaines parties de la Crimée. Le ministre des Affaires étrangères à Kiev a répondu en lançant une déclaration provocatrice, prévenant que l'«Ukraine se réserve le droit d'employer tous les moyens nécessaires pour stopper l'invasion militaire par la Russie».

Le Kremlin, qui soutient le référendum criméen, ne peut mobiliser une opposition contre l'intervention impérialiste en Ukraine dans la classe ouvrière internationale. De grandes masses de travailleurs aux États-Unis et en Europe s'opposent à cette guerre et il y a une profonde hostilité au sein de la classe ouvrière ukrainienne contre les mesures d'austérité du régime de Kiev et du Fonds monétaire international (Voir : [Ukraine: ce que prépare pour les travailleurs le régime soutenu par l'Occident](#)).

Le régime Poutine, une oligarchie de truands issue de la restauration du capitalisme en URSS, tente de défendre ses intérêts dans cette crise en ne faisant purement appel qu'à des sentiments nationalistes. Cela profite aux puissances impérialistes et aux forces nationalistes d'extrême droite, qui accentuent le conflit ethnique en Ukraine même.

Plusieurs personnes ont été tuées dans des régions plus pro-Russie de l'Ukraine orientale au cours de combats entre des groupes pro-russes et des milices d'extrême droite pro-Kiev. À Donetsk, un membre de *Svoboda*, Dmytro Chernyavkyi a été poignardé et tué après une rixe avec des forces pro-russes qui s'étaient emparées de bâtiments des forces de sécurité. Ils ont également demandé la libération d'un gouverneur auto-proclamé de la région du

Donbass, Pavlo Boubarev, qui a demandé un référendum dans cette région pour rejoindre la Russie.

Un manifestant pro-russe et un passant ont été tués et cinq personnes, dont un policier, blessées, après des combats à Kharkiv entre 30 membres armés de la milice d'extrême droite des Patriotes d'Ukraine et des forces pro-russes.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 17 mars 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)  
Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2014

---

Articles Par : [Alex Lantier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)